



## **Accueil des réfugiés : la position inacceptable du gouvernement**

Les socialistes parisiens tiennent à dénoncer l'inaction et l'irresponsabilité du gouvernement, mélange de politique de l'autruche et de pensée magique face à la situation tragique des conditions d'accueil des réfugiés dans notre pays, en particulier dans le nord de Paris, le long du canal Saint-Martin et dans le Calaisis.

Alors que l'action du gouvernement précédent, coordonnée avec l'action de la Ville de Paris et des associations avaient permis de mettre place une meilleure prise en charge des réfugiés, organisant l'accueil des primo-arrivants, tout en permettant d'instruire les demandes de droit d'asile.

Le gouvernement entretient une confusion grave entre asile et Immigration et refuse par là même de s'attaquer réellement au problème avec un projet de loi actuellement à l'étude au Parlement qui ne règlera rien.

Aucune action n'a été mise en œuvre pour traiter la reconstitution des campements : seule une approche globale en lien avec les associations, la Préfecture et les services sociaux permettra de répondre à l'urgence.

Car il y a urgence à agir. Les quartiers populaires sont les premiers confrontés aux difficultés, pour ceux-ci et pour les réfugiés, c'est une double peine insupportable.

L'inaction porte gravement atteinte à l'image de notre pays auprès de nos partenaires européens, particulièrement ceux qui ont eu à accueillir beaucoup plus de réfugiés et qui voient cette frilosité comme un carburant du populisme.

Ce n'est pas en détournant la tête que l'on peut résoudre les problèmes : le projet de loi ne comprend aucune mesure susceptible de régler le problème de l'accueil et de résorber les campements. Il est inefficace comme le pensent et le disent l'ensemble des spécialistes de ces questions depuis des mois. Même le Conseil d'Etat, dans son avis sur ce texte, a exprimé ses plus grandes réserves sur la capacité de ce texte à répondre au défi qui nous est posé.

Le gouvernement doit agir et revoir ses positions, c'est un enjeu tout à la fois de sécurité publique, de solidarité et de dignité.

Communiqué de presse  
Fait à Paris, le 19 avril 2018